Charles HALARY
Sociologue et directeur de recherche à l'UQÀM

(1978)

“L'influence du marxisme au Québec”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Charles Halary

"L'influence du marxisme au Québec".

Un article publié dans la revue *Politique aujourd'hui*, no 7-8, 1978, pp. 125-127. Numéro intitulé : "Québec : de l'indépendance au socialisme".

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 13 août 2007 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : halary.charles@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 16 août 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Charles HALARY

Sociologue et directeur de recherche à l'UQÀM

"L'influence du marxisme au Québec"

Un article publié dans la revue *Politique aujourd'hui*, no 7-8, 1978, pp. 125-127. Numéro intitulé : "Québec : de l'indépendance au socialisme".

Charles Halary

"L'influence du marxisme au Québec".

Un article publié dans la revue *Politique aujourd'hui*, no 7-8, 1978, pp. 125-127. Numéro intitulé : "Québec : de l'indépendance au socialisme".

Longtemps considéré comme une doctrine importée de l'étranger, le marxisme commence depuis le milieu des années 60 à avoir une influence non négligeable au Québec au sein du mouvement syndical, mais également dans les milieux intellectuels et universitaires. Com-

battu victorieusement par l'Église catholique d'un côté et par l'establishment nord-américain de l'autre, le marxisme voyait jusqu'alors sa propagation réduite à quelques cercles marginaux généralement de culture anglophone. Au cours des années 30 le parti communiste du Canada était totalement absent au Québec. Les idées socialistes étaient cependant véhiculées par quelques ouvriers francophones anticléricaux, des immigrants d'Europe centrale auxquels venaient s'ajouter des intellectuels porteurs d'une vision politique travailliste d'origine britannique. Profitant des mobilisations ouvrières dirigées contre le chômage, le Parti Communiste du Canada entre 1934 et 1937 (période des Fronts Populaires) réussit à obtenir une audience dans certains quartiers de l'Est de Montréal. Le gouvernement provincial d'alors, dirigé par Maurice Duplessis en avait fait sa principale cible. La lutte anticomuniste menée alors au Québec par le mouvement nationaliste d'inspiration corporatiste prenait des allures affirmées d'offensive globale contre le mouvement syndical et les libertés fondamentales d'expression. La loi dite du Cadenas avait ainsi pour objectif déclaré d'empêcher la propagation des idées communistes (interdiction de diffusion, prohibition de réunions). Trouvant ses cadres intellectuels à l'extérieur de la population francophone, le PCC avait naturellement tendance à considérer le mouvement nationaliste comme son principal ennemi. La solution du problème national canadien-français était donc envisagé dans le cadre d'une lutte pour la démocratisation du Canada dans son ensemble. La confrontation mondiale opposant d'un côté les forces de la démocratie à celles du fascisme ascendant trouvait une matérialisation au Québec dans les mobilisations contradictoires des nationalistes pour la victoire du franquisme en Espagne et des communistes recrutant des volontaires pour les Brigades internationales (Bataillon Mackenzie-Papineau). Le pacte germano-soviétique d'août 1939 au Québec comme partout dans les affiliés du Komintern provoquera un brutal changement de stratégie politique. La lutte contre la guerre impérialiste devenait jusqu'en juin 1941 l'objectif central du groupe communiste au Québec. Une certaine collaboration s'instaura quelques temps avec des éléments dits progressistes du mouvement nationaliste canadien-français. Le refus de la conscription obligatoire

servait ainsi de revendication commune à deux courants politiques pourtant profondément divisés sur les principes. Durant cette période le PCC connaissait les rigueurs de la répression policière menée par des gouvernements libéraux celui de Mackenzie King à Ottawa, et de Godbout, successeur de Duplessis à Québec. L'invasion hitlérienne de l'URSS une nouvelle fois renverse les alliances. « Tous uni pour l'effort de guerre contre le nazisme », tel est le nouveau slogan du PCC. Cette union n'exclut personne et surtout pas le gouvernement fédéral de Mackenzie King. Celui-ci dès 1943 permet au PC illégal de se réorganiser sous le nom de Parti Ouvrier Progressiste (POP). La première tâche de celui-ci était d'empêcher l'extension des grèves qui marquait une période de renouvellement de la classe ouvrière (industrie de guerre) et du syndicalisme (organisation industrielle). Fred Rose, seul député communiste de l'histoire du Québec est élu à ce moment dans le comté montréalais de Cartier en s'opposant victorieusement à la social-démocratie canadienne (Commonwealth Cooperative Federation) et aux nationalistes canadiens-français du Bloc Populaire. L'expansion du PCC au travers de militants organisateurs syndicaux dans les unions du CIO et de l'AFL, une certaine percée électorale dans le prolétariat d'origine juive ne pouvait cependant cacher son extrême faiblesse politique. L'éclectisme du recrutement, le laxisme organisationnel avait grandement contribué à la dissolution de la force politique autonome du PCC. De plus les méthodes bureaucratiques de direction de Tim. Buck, principal dirigeant communiste, interdisait toute discussion aux effets politisants. C'est ainsi qu'en 1947, la quasi-totalité de l'aile ouvrière francophone dirigée par Henri Gagnon du PCC fut expulsée en manifestant son désaccord avec la politique pro-libérale, les tendances économistes et la bureaucratisation interne du Parti. À côté du POP, se développe alors deux organisations : le Parti Communiste du Canada français et le Parti Ouvrier Révolutionnaire dirigé par Jean-Marie Bédard et affilié à la Quatrième Internationale. Les années 50 brisent ces frêles groupuscules et marginalisent durablement le POP. Le maccarthysme balaye l'Amérique du Nord dans son ensemble. Au Québec les nationalistes corporatistes de Maurice

Duplessis ont repris le pouvoir et t'ont de la chasse aux communistes un devoir sacré.

Le regain de marxisme au milieu des années 60 est le résultat de la crise sociale généralisée que connaît la société québécoise. Se définissant comme la gauche du mouvement nationaliste jusqu'en 1970 les porteurs du marxisme dont le projet est l'indépendance plus le socialisme se dispersent à la suite à la fois de l'apparition du Parti Québécois comme alternative crédible de pouvoir et des effets dissuasifs de l'intervention militaire d'Ottawa.

Pendant trois ans la gauche québécoise connaît un intense processus de recomposition : le mouvement maoïste auparavant représenté par une sorte de secte messianique dirigée par un hindou (Hardial Bains) prend de l'expansion dans les universités (Mouvement Révolutionnaire des Étudiants Québécois) et dans les quartiers montréalais (groupe EN LUTTE dirigé par l'ancien membre du Front de Libération du Québec, Charles Gagnon). Le mouvement trotskyste se diversifie. Aux côtés de la Ligue Socialiste Ouvrière, fondée en 1964, apparaissent successivement le Groupe Marxiste Révolutionnaire (universités) en 1972, puis le Groupe Socialiste des Travailleurs du Québec (mouvement syndical) en 1973-74. En 1972 le conflit dans le secteur public et la grève générale spontanée liés à l'emprisonnement des trois présidents de centrales syndicales (Marcel Péro, Yvon Charbonneau et Louis Laberge) se déroule complètement en dehors de toute influence de la gauche marxiste qui n'a prévu, ni mesuré l'importance centrale de l'évènement. Aujourd'hui encore 6 ans après ce conflit d'envergure il n'existe qu'un seul ouvrage qui essaie d'en faire l'analyse (Jean Marc Péro, Diane Ethier et Jean Reynolds, *les travailleurs face à l'État bourgeois*, Éditions de l'Aurore, Montréal, 1975.) Responsables de nombreuses luttes sectorielles à Montréal entre 1973 et 1976 (manifestation du 1er mai, lutte contre la hausse des tarifs des transports en commun, garderies gratuites, grèves locales, logement, solidarité avec le Chili...) toutes les tendances de la gauche se réclamant du marxisme ont été prises par surprise lors de la victoire électo-

rale du Parti Québécois. Après maints débats l'ensemble du mouvement trotskyste s'est rangé du côté de l'indépendance politique du Québec. Alors que les groupes maoïste, nettement plus influents s'y opposaient fermement. Les trotskystes (Ligue Ouvrière Révolutionnaire, issue de la réunification en 1977 du GMR et de LSO ; et le GSTQ) œuvrant ensemble dans le Rassemblement des Militants Syndicaux (RMS) pour la mise sur pied d'un parti ouvrier fondé sur les syndicats québécois, et les maoïstes (Ligue Communiste (ml) du Canada et groupe *En lutte*) favorables à la création d'un Parti Communiste Révolutionnaire à l'échelle du Canada divergent de ce fait sur les solutions organisationnelles. Cependant de nouvelles forces politiques commencent à troubler ces alignements groupusculaires : outre le regain d'influence d'un Parti Communiste fidèlement attaché à Moscou (surtout dans le milieu étudiant), on assiste à une expansion du courant libertaire jusqu'alors limité au groupe anglophone montréalais, éditeur de la revue *Our Generation* et possédant la principale société d'édition du Canada (Black Rose Books) ; ainsi qu'à la cristallisation dans les conseils centraux régionaux de la CSN d'un mouvement socialiste indépendantiste qui cherche à lever l'hypothèque péquiste au sein du mouvement ouvrier québécois.

Fin du texte